



L'INCESTE, L'ÉTERNEL CONFINEMENT

Lucie GODERNIAUX

Chargée de projets à l'Université des Femmes, pour le GT « Politisation - le tabou de l'inceste »

De l'avis général, la pandémie de Covid-19 et le confinement qu'elle a entraîné a agi comme un « révélateur » ; confrontant les agents sociaux que nous sommes à leurs réalités respectives, autrefois plus facilement occultées par le quotidien de nos rythmes de vie frénétiques et l'évitement qu'il permet. Chez les individus confrontés aux violences et à l'oppression quelle qu'elle soit, la pandémie a eu des conséquences particulières et, ça et là, des voix se sont élevées pour dénoncer, prévenir et réagir à ces situations.

À juste titre, associations, médias et citoyen-ne-s ont alerté l'opinion publique sur le risque du confinement pour les plus fragilisé-e-s d'entre nous. Certain-e-s ont attiré l'attention sur les dangers encourus par les victimes de violences conjugales en temps de pandémie (en termes de passage à l'acte comme de suivi¹) et des citoyen-ne-s et personnalités académiques comme associatives ont pris la plume pour dénoncer le renforcement des inégalités de sexe dans ce contexte² et les dangers qu'il représente pour une vision égalitaire de la société. Face à ces prises de parole, et même si l'ensemble des mesures jugées nécessaires par les acteur-trice-s de terrain n'a pas nécessairement suivi, certains dispositifs ont été mis en place. Citons pour illustrer ce propos le système faisant des pharmacies des points de relais où les femmes violentées peuvent se signaler³ ou encore la volonté de constitution d'un pôle de policier-e-s spécialisé-e-s en violences intrafamiliales dans chaque zone de police⁴. Malgré le confinement, des voix se sont exprimées et la société a essayé de s'adapter.

Parmi toutes les violences dénoncées dans ce contexte, il est néanmoins à noter qu'il existe un éternel absent : l'inceste. Violence sexuelle intrafamiliale commise sur mineur-e, tabou et impensé de notre société, l'inceste est une violence extrêmement complexe et spécifique pour laquelle nous ne disposons pas de statistiques officielles en Belgique mais dont

l'ampleur est incontestable au regard des chiffres disponibles : l'association « Face à l'inceste », ancienne Association Internationale des Victimes d'inceste, dans le cadre du sondage interactif réalisé par l'agence Harris, dénombre ainsi 6,7 millions de victimes en France⁵ tandis qu'en Belgique, pour l'année 2019, l'asbl SOS Inceste Belgique compte 1.255 appels téléphoniques, 453 entretiens et 61 nouveaux dossiers pour une proportion de 80 % de femmes et 20 % d'hommes.

Depuis plusieurs années, l'Université des Femmes et ses publics, parmi lesquelles des victimes et survivant-e-s d'inceste travaillent ensemble à décrypter cette violence. Dans le cadre d'un Groupe de travail, elles et ils analysent les réalités qu'elle recouvre et, avec l'aide précieuse de l'asbl SOS Inceste Belgique, œuvrent à proposer des changements de société susceptibles d'améliorer la prise en considération des victimes et la compréhension générale de l'inceste⁶. Malgré la pandémie, les membres de ce groupe ont continué à se réunir, à fonctionner et à faire part de leurs expériences variées. Réunissant des perspectives diverses, de terrain, de vécus, de professionnel-le-s et/ou de simples citoyen-ne-s, cet échange de témoignages a mis en lumière l'impact de la pandémie sur ces réalités spécifiques et il nous a ici paru important d'y revenir. Cet article part donc de ce partage d'expériences pour tenter d'en dégager une analyse critique mettant en lumière les

implications particulières de cette crise sanitaire pour celles et ceux qui sont, ont été ou risquent d'être confronté-e-s à l'inceste. Elles concernent les victimes/survivant-e-s, les professionnel-le-s et la société en général.

Lors de la préparation de cet article, trois éléments majeurs ont été abordés avec les membres du groupe. Dans un premier temps il s'agissait de savoir comment, dans leur réalité spécifique, l'impact du confinement s'était manifesté, sous quelle forme. Une fois ce bilan dressé, il s'agissait d'interroger les participant-e-s sur leur perception actuelle de l'avenir. Comment, à la lumière du passé, envisager le futur ? Pour, enfin, penser ensemble des pistes concrètes de changement, susceptibles de surmonter les éventuels dégâts, manquements et/ou dysfonctionnements constatés. Si chacun a pu répondre assez aisément aux deux premières questions, il est intéressant de noter que, la matière ouvrant la voie à de nombreux débats, il n'en a pas été de même pour la troisième. Ainsi, la réponse à cette dernière question fera l'objet d'un second article, un temps de réflexion collective supplémentaire étant nécessaire pour pouvoir la développer comme il se doit.

Quoi qu'il en soit, les discussions amenées par la rédaction de cet article ont permis un retour réflexif et collectif à la fois riche et éprouvant mais qui a permis à chacun-e de mettre en mots et parfois,

en conscience, des réalités parfois tues, dissimulées, ou sur lesquelles on n'a simplement pas eu le temps de poser un regard. Parmi elles, une brille plus fort que les autres, c'est le tabou de l'inceste et une fois de plus, son occultation.

« LE JOUR D'APRÈS », 1^{ER} BILAN

Le silence sur l'inceste et le manque d'attention accordée aux victimes/survivant-e-s par la société dans son ensemble a un impact concret sur ces dernier-e-s. Ces propos d'une membre du groupe l'évoquent et nous confirment dans notre volonté de mettre un focus sur l'inceste dans le cadre du confinement : *« J'ai depuis le début l'impression qu'il n'y en a que pour le Covid et du coup, l'impression qu'un vécu d'inceste n'est en fait « pas si grave ». Le pire c'est le Covid, c'est ce qui ressort de ce que les médias nous martèlent à longueur de temps. Une profonde tristesse m'a envahie devant cette vie qui ne se résume plus qu'à la survie sanitaire alors que je me bats depuis vingt ans pour sortir de la survie due à l'inceste. »*

Quel a donc été l'impact du confinement sur les victimes/survivant-e-s de l'inceste et celles et ceux qui leur viennent en aide ? Quelles en sont les implications sociales ? La réalité de terrain de l'association SOS Inceste Belgique nous renseigne sur l'impact de la pandémie sur les victimes/survivant-e-s d'inceste. Cela fait 5 ans que l'asbl note une hausse constante des appels de victimes, hausse encore accrue en 2020. Selon l'association, il est trop tôt pour savoir s'il s'agit d'une conséquence de la pandémie mais c'est un élément très interpellant. Outre le nombre d'appels, SOS Inceste observe une modification du contenu de ces derniers et plus précisément un accroissement des « révélations » comme si, pour reprendre les mots de la coordinatrice, Lily Bruyère, le fait d'être « seul-e avec soi-même » formait un cadre propice à l'introspection, à la réflexivité et donc... à la révélation. Quelle interprétation donner à ces observations ?

Il faut avant tout rappeler que l'inceste n'est pas (qu') un acte délimité dans le temps et l'espace, c'est un continuum de violences sexuelles et intrafamiliales, marqué par l'emprise et le caractère illimité de son empreinte dans le temps sur celles et ceux qu'elle touche. Ces caracté-

ristiques de l'inceste le rendent particulièrement difficile à aborder et peut-être plus encore à évaluer. On ne peut pas « compter » le nombre d'inceste. Il est là ou il ne l'est pas. Ainsi, en confinement, des familles dites « à transactions incestueuses »⁷, c'est-à-dire où l'inceste est présent, se sont retrouvées enfermées sur elles-mêmes, isolées, en vases clos et comme toutes les familles, elles ont continué à fonctionner selon leur mode d'organisation propre. Evidemment, aux dires des professionnel-le-s comme des victimes/survivant-e-s, le confinement a multiplié les opportunités de passages à l'acte tandis que le contexte anxiogène relatif à la pandémie a probablement dû aggraver les violences déjà présentes.

Très certainement, le confinement et ce qu'il a entraîné de repli sur soi, a donc engendré l'apparition de nouvelles victimes d'inceste qui, en raison de la nature particulière du trauma et de l'emprise des agresseur-e-s, ne parleront probablement que dans quelques années.

Sur ce sujet, l'association SOS Inceste Belgique précise deux types d'observations différentes en fonction de l'âge de la victime/survivant-e. Pour les enfants, c'est l'interruption de l'école et le manque d'échappatoires qui semblent les plus déterminants. De fait, chez les victimes/survivant-e-s mineur-e-s un tel contexte implique un accroissement des risques puisqu'il s'agit d'être constamment sous l'emprise de son agresseur-e et ce, sans la possibilité d'esquive que représente souvent l'école et/ou la visite chez un parent, grand-parent ou ami-e bienveillant-e et protecteur-trice.

Face à l'ampleur des enfants et adolescent-e-s concerné-e-s, les associations spécialisées ne comprennent pas le silence qui environne l'inceste : *« On parle énormément de violences, on parle un peu de maltraitances mais on ne parle jamais d'inceste par rapport à ce qui se passe maintenant ! Et donc c'est très grave de passer ça sous silence ! En connaissant les chiffres au niveau de l'OMS concernant les violences sexuelles intrafamiliales, il est certain qu'on n'a pas vraiment une idée mais on peut bien se représenter que des enfants qui subissent des violences sexuelles en famille et qui ne vont pas à l'école, leur situation doit être terrible. Ils n'ont plus l'échappatoire*

de l'école ni de quoi que ce soit. ». Pour ces enfants, le confinement c'est l'enfer mais un enfer encore dont nous ne prendrons la mesure que bien plus tard car d'une part le trauma et d'autre part la pression de l'agresseur collaborent pour faire taire la victime.

L'association « Femmes de Droit, Droits des femmes » nous renseigne aussi dans ce cadre une explosion du nombre de mères évoquant des violences institutionnelles suite à leur dénonciation d'inceste et à leur demande de protéger l'enfant qui en est victime. L'association évoque le cas concret d'une mère qui, malgré la dénonciation des violences incestueuses commises par le père, n'a plus vu son enfant durant tout le confinement, celui-ci résidant auprès de son agresseur. De tels témoignages illustrent bien la dangerosité spécifique de la pandémie pour les victimes mineures et les adultes qui cherchent à les protéger.

Pour les adultes, la situation est un peu différente. Les membres du groupe évoquent un manque de lien social, un isolement insupportable et là aussi, un manque d'échappatoire. Lily Bruyère, coordinatrice de l'asbl SOS Inceste Belgique mentionne comme éléments récurrents : *« une énorme solitude », « un repli sur soi »*. Deux conséquences habituelles de l'inceste que le confinement vient renforcer, entraînant dans son sillage un éventail de conséquences destructrices : repli sur soi, perte d'estime de soi, dépression, etc. Se retrouver seul-e avec soi-même, son vécu et son trauma est une souffrance, décuplée par le contexte anxiogène.

Ajoutons que les éventuels suivis des victimes/survivant-e-s (adultes) dans le secteur psycho-médico-social entre autres ont eux-mêmes été compliqués, voire compromis, par le contexte sanitaire. Les services ont été peu, ou moins accessibles et les démarches qu'ils proposent en ont été logiquement impactées, devenant même parfois impossibles.

Alliant renforcement de leurs conséquences traumatiques et complication des suivis, les victimes et survivant-e-s d'inceste se sont donc retrouvé-e-s au cœur d'une situation qui, pour les professionnel-le-s, équivaut à une seconde victimisation.

« AJOUTER DE L'ANGOISSE À L'ANGOISSE... »

Toutes les personnes s'étant exprimées dans le cadre de la préparation de cet article se disent marquées par l'impact destructeur du confinement sur le lien social, souvent timide, que les victimes et survivant·e·s s'appliquaient à construire et/ou à préserver. Le fait d'être coupé du monde avec peu de possibilités d'interactions et d'opportunités de socialiser est une double peine pour les victimes et survivantes qui endurent déjà ce sentiment d'isolement du fait de leur traumatisme la plupart du temps. Car l'inceste isole par nature, il fait taire, opprime et pousse au repli sur soi. Les associations et professionnel·le·s travaillant quotidiennement avec les victimes à combattre cette conséquence traumatique (groupes de paroles, entretiens individuels, art-thérapie, etc.) ne s'y sont d'ailleurs pas trompé·e·s et, dès le départ, ont saisi la portée dramatique d'un confinement sur leurs bénéficiaires.

Ce raisonnement est aussi valable pour le sentiment d'angoisse. Le confinement est allé blesser les victimes là où elles avaient déjà mal. Souvent, il a détruit un chemin qui avait été déjà bien difficile à tracer et devant une telle épreuve, la colère et le dégoût semblent légitimes et sont parfois palpables : « *Tout cela fait qu'il y a eu un phénomène de sidération dû au Covid qui vient se superposer à la sidération due à l'inceste dont je tente de sortir pas à pas depuis longtemps. Il y a un certain dégoût de devoir affronter ce rétrécissement de la vie sous ses multiples aspects après avoir cheminé ou plutôt bataillé (car c'est un véritable combat) pour me dépêtrer des conséquences de l'inceste sur ma vie et ouvrir le champ des possibles.* ».

Outre l'isolement physique et matériel du confinement, il ressort des discussions que le port obligatoire du masque est un réel problème pour les victimes et survivant·e·s d'inceste à qui il rappelle fréquemment, au niveau psychique et symbolique, l'interdiction de parler relative à la violence, voire la main de l'agresseur·e elle-même comme l'évoque ici une membre du groupe : « *En clair, la situation actuelle me renvoie à la situation vécue enfant au sein de la famille : ce n'est pas si grave, je ne dois rien dire, la main de mon géniteur sur ma bouche*

pour me faire taire, j'étouffe. » Certain·e·s victimes obtiennent des dérogations et peuvent éviter cette pratique mais la dérogation n'annihile ni le trauma, ni le sentiment insécurisant d'être vulnérabilisé, ni les regards emplis de jugement. Déjà isolées et occultées en temps normal, en contexte de pandémie et de confinement, les victimes d'inceste sont décidément bien seules. Une survivante rend compte de cette réalité : « *En tout cas moi en tant que victime le masque sur mon visage est juste insupportable ! Et je vis avec une violence supplémentaire là depuis plusieurs mois parce que... Ben du coup j'ai un certificat, je mets une visière qui ne sert à rien j'en suis consciente mais pour dire 'ok, ce n'est pas juste que je ne le porte pas le masque et voilà', et n'empêche, les gens continuent dans la rue à me faire des remarques d'une violence parfois assez dingue ! Je me fais insulter, fin voilà... Et donc je limite d'autant plus mes sorties dans l'espace public et j'ai de moins en moins de contact avec l'extérieur...* ».

Au même titre, les mesures de distanciation sociale ont pour effet de « *rétrécir le champ des possibles* ». L'atmosphère est pointée du doigt, elle est décrite par les victimes et survivant·e·s comme « *étouffante* », « *lourde* », « *angoissante* ». La fermeture des lieux culturels et des cafés est aussi difficile et particulièrement pour les personnes qui vivent seules et pour qui ils représentaient un lieu précieux de sociabilité. En règle générale, cette solitude ajoutée à la solitude déjà présente chez les victimes/survivant·e·s (majeur·e·s) d'inceste entraîne une angoisse qui elle-même, s'ajoute à l'angoisse.

UNE CAPACITÉ DE RÉSISTANCE INCROYABLE

Dans un contexte marqué par un double isolement, celui de l'inceste et du confinement, le travail des acteur·trice·s de terrain qui permettent de tisser du lien, d'interagir et de rompre le silence et la solitude est plus que jamais essentiel. Et pourtant, aucun secteur n'a réellement été épargné par la crise sanitaire et le psycho-médicosocial ne fait pas exception à la règle, loin de là. Pour les membres du groupe interrogé·e·s, le secteur de la santé mentale en général a souffert d'un grand manque d'attention et de considération de la part des

décideur·se·s, mépris qui a pesé et pèse encore sur les victimes/survivant·e·s d'inceste : « *J'ose espérer que nous n'avons pas tous les éléments en main. Mais, je trouve, de manière générale que la santé mentale est totalement méprisée. Or, le bien-être et la santé mentale ont des impacts bien réels et concrets sur la santé physique. Pourtant, cela passe totalement à la trappe. Je pense qu'il faudrait mettre un focus sur cet aspect essentiel.* »

Malgré l'annulation des activités en présentiel et l'absence totale de directives susceptibles d'aider ou d'outiller les victimes/survivant·e·s et/ou professionnel·le·s à poursuivre les processus engagés, l'association SOS Inceste Belgique a tenu à s'adapter. Depuis la 1^{ère} vague, elle poursuit les entretiens à caractère psycho-social, en les adaptant au besoin, et continue à travailler sur plusieurs projets collaboratifs grâce aux plateformes virtuelles.

De la même manière, elle accorde une grande importance à pouvoir poursuivre le travail collectif et créatif avec les victimes/survivant·e·s et s'est adaptée à ces fins pour poursuivre les ateliers d'art-thérapie en virtuel. Le point de vue de l'association est éloquent de confiance en l'humanité : « *Dans toute situation, on voit combien l'humain peut s'adapter. Il suffit de voir comment les gens ont commencé à créer leurs masques eux-mêmes. On voit tout autour de nous l'imagination que les gens ont, les humains ont une capacité de résistance incroyable et c'est par la création que l'homme a cette capacité de résilience. C'est par rapport à son imaginaire ! Je pense qu'on a un imaginaire extrêmement développé qui peut nous sauver quoi. Je crois que cette capacité peut faire que les gens se redressent.* »

Pouvoir s'investir dans une activité à la fois créative et collective lorsqu'on est victime/survivant·e d'inceste n'est pas une capacité anodine, c'est une réelle opportunité de résilience. Grâce au maintien et à l'adaptation de son activité, notamment des ateliers d'Art-thérapie, l'association souhaite continuer à venir en aide aux victimes envers et contre tout. Plus encore, c'est dans l'imaginaire qu'elle veut trouver avec ses publics, la bonne manière de s'adapter au contexte sanitaire et à ses conséquences sur les victimes d'inceste, en dépit d'autres mesures les visant spécifiquement.

« L'IMAGINAIRE C'EST BIEN MAIS ÇA NE REMPLIT PAS TON ASSIETTE ! »

En pleine crise, l'imagination ne suffit pas, il faut des moyens. Les victimes et survivant-e-s d'inceste, comme les associations qui s'y adressent, manquent globalement de ressources et le contexte d'urgence sanitaire n'a évidemment amélioré la situation pour aucun d'eux/elles. Victimes et associations se trouvent ainsi dans une situation d'urgence à la fois relative au contexte et au manque de moyens.

À ce sujet, il nous appartient de préciser quelques éléments tirés du cahier de recommandations « pour une politisation de l'inceste »⁸ justement réalisé par le groupe de travail ayant préparé cet article et qui permettent de percevoir comment ce manque de moyens « croisé » impacte victimes, survivant-e-s, travailleur-se-s et citoyen-ne-s. D'abord il semble utile de rappeler que l'incapacité de travail prolongée (voire à durée indéterminée) peut intervenir comme conséquence de l'inceste, faisant obstacle à la sécurité financière de la victime/survivant-e. Or, malgré cette précarité, les services auxquels ont recours les victimes/survivant-e-s dans le cadre de leur « réparation » représentent souvent un coût financier important. Ajoutons enfin que par manque de moyens, les associations manquent de disponibilité et ne peuvent développer l'ensemble des activités qu'elles souhaiteraient mettre à disposition de leurs bénéficiaires. Ainsi les victimes/survivant-e-s manquent de moyens à tous niveaux et les associations spécialisées qui s'y adressent peinent à répondre à la demande.

En termes d'impact économique, les victimes et survivant-e-s sont et seront donc plus que probablement impacté-e-s comme les personnes vulnérabilisées en général. Les jeunes en décrochage scolaire doivent être pris en compte, les personnes se trouvant dans l'incapacité de travailler risquent d'être plus nombreuses et devront également faire l'objet de différents dispositifs d'aides économiques (mais pas uniquement), autant de situations annoncées de précarité qui risquent d'impacter plus particulièrement celles et ceux qui sont déjà socialement fragilisé-e-s, parmi lesquelles, les victimes et survivant-e-s d'inceste.

Devant tant d'inégalités présentes et à venir, il semble essentiel de rappeler que les facultés d'adaptation et d'imagination des citoyen-ne-s ne sont pas en mesure de pallier la non intervention de l'État. Ces propos, plusieurs fois recueillis au cours de la préparation de cet article, vont de pair avec un sentiment généralisé de désorganisation étatique : « *En résumé, l'imaginaire c'est bien mais ça ne remplit pas ton assiette ! Si tu as perdu ton boulot, comment faire ? Les femmes, les jeunes, les plus fragilisés sont nécessairement défavorisés et dans tout cela évidemment que les victimes d'inceste sont impactées ! Elles vont être encore plus fragilisées et je doute fort que l'État ait pensé à ça.* »

Au niveau des associations, le sentiment dominant est celui d'une urgence venue se poser sur un contexte de précarité constant : « *On est dans l'urgence aussi. Nos services ne roulent pas sur l'or, il faut toujours courir après les subsides, etc. On est dans une forme d'urgence en miroir avec nos patients donc comme on doit accompagner les personnes, on essaie de lutter pour tenir debout.* ». De tels propos interrogent le coût financier et humain de l'adaptation des associations à ce contexte marqué par la pandémie et de leur non-accompagnement.

Car si tous les bailleurs de fonds s'accordent pour dire que le monde associatif doit s'adapter aux conséquences de ce contexte inédit, rares sont ceux qui ont proposé un accompagnement des travailleur-se-s du secteur Psycho-MédicoSocial en ce sens. Pourtant, comme on le voit, l'adaptation a un coût et ce dernier est loin de se limiter aux budgets.

UN AVENIR À VENIR

Interrogé-e-s sur la façon dont l'avenir se profile, les participant-e-s font preuve de réactions variées mais teintées d'angoisses et de doutes portant tout autant sur le contexte lui-même que sur les politiques et mesures supposées le contenir. Certain-e-s participant-e-s évoquent un sentiment de stress et d'angoisse relatif aux mesures et politiques actuelles.

Sans nier l'importance sanitaire de la crise du Covid-19, ils et elles s'interrogent sur le respect des processus démocratiques. « *On oublie que c'est le législateur qui fait les lois, que le gouvernement ne*

peut pas prendre de décisions qui ont une valeur supérieure aux lois, et encore moins aux constitutions... Et ça fait maintenant un an, enfin 9 mois, qu'on voit tout ça ne pas être appliqué. Alors au début avec de très bonnes raisons hein, mais là en 9 mois je crois qu'on aurait pu prévoir des choses et ça m'inquiète beaucoup pour la suite de la démocratie. ».

À la même question, les professionnel-le-s de terrain répondent en rappelant la temporalité particulière de l'inceste. La vague de victimes et survivant-e-s d'inceste due au confinement arrivera plus tard mais dès aujourd'hui, il appartient de réagir. Les associations alertent ainsi décideur-se-s et citoyen-ne-s sur la nécessité de penser la question dès à présent pour pouvoir répondre aux besoins des victimes et survivant-e-s déjà nombreux-ses aujourd'hui et innombrables demain.

Au vu des éléments soulevés lors de la préparation de cet article et des analyses collectives qui ont suivi, l'Université des Femmes ne peut qu'appuyer cet appel et poursuivre le travail engagé sur ce thème encore tellement occulté⁹, y compris dans sa dimension patriarcale. Car rappelons-le, l'inceste est une violence patriarcale¹⁰. Elle est relative à la hiérarchie sociale des sexes et à son organisation qui place l'homme au rang de dominant et « l'autorise »¹¹ à s'approprier femmes et enfants dans son foyer. À nos yeux, cette réalité essentielle doit être visibilisée pour permettre de meilleures réponses institutionnelles pour les victimes/survivant-e-s ainsi qu'une meilleure compréhension de cette violence et de son cadre organisationnel, le patriarcat.

Après une telle analyse des faits, la question reste posée, que peut-on faire désormais concrètement pour faire évoluer la société en ce sens et améliorer la situation ? Cette question, posée aux contributeur-trice-s de ce texte, fera l'objet de réflexions ultérieures et d'un prochain article. Espérons que décideur-se-s, citoyen-ne-s et associations nous précèdent le pas... ■

- 1 Voir pour exemples: Le VIF, *Le confinement a accentué mais aussi mis en suspens des violences conjugales*. Disponible sur: <https://www.levif.be/actualite/belgique/le-confinement-a-accentue-mais-aussi-mis-en-suspens-des-violences-conjugales/article-news-1311445.html?cookie-check=1607073954>; RTBF, *La violence conjugale, autre face sombre du coronavirus, reste élevée à Bruxelles*, Disponible sur: https://www.rtf.be/info/regions/bruxelles/detail_la-violence-conjugale-autre-face-sombre-du-coronavirus-reste-elevee-a-bruxelles?id=10600667 ou Le Soir, *Le confinement a modifié les violences intrafamiliales à Bruxelles*. Disponible sur: <https://plus.lesoir.be/313542/article/2020-07-16/le-confinement-modifie-les-violences-intrafamiliales-bruxelles>
- 2 Voir pour exemples: Comité de gestion du master interuniversitaire de spécialisation en études de genre, *Ceci est (aussi) une crise de genre!*. Disponible sur: <https://plus.lesoir.be/294982/article/2020-04-16/ceci-est-aussi-une-crise-de-genre> ou Carte blanche collective, *Pour une prise en compte du genre dans le déconfinement et l'après crise Covid-19*. Disponible sur: <https://www.rtf.be/info/dossier/les-grenades/detail-pour-une-prise-en-compte-du-genre-dans-le-deconfinement-et-l-apres-crise-covid-19-une-carte-blanche-collective?id=10481214>
- 3 Voir pour exemple: Malik Hadrich, *Victime de violences conjugales? Les pharmacies de Charleroi vous offrent une issue de secours*. Disponible sur: <https://www.7sur7.be/belgique/victime-de-violences-conjugales-les-pharmacies-de-charleroi-vous-offrent-une-issue-de-secours-aa90ecd7/?referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com%2F>
- 4 Voir pour exemple: *Violences conjugales: résolution approuvée pour un système d'alerte avec les pharmacies*. Disponible sur: <https://www.rtf.be/info/belgique/detail-violences-conjugales-resolution-approuvee-pour-un-systeme-d-alerte-avec-les-pharmacies?id=10520575>
- 5 Face à l'inceste, *Le nouveau chiffre de l'inceste en France*, sur le site de Face à l'inceste, [En ligne], le 23 novembre 2020. Disponible sur: <https://facealinceste.fr/blog/actualites/le-nouveau-chiffre-de-l-inceste-en-france>
- 6 Voir à ce sujet le cahier de recommandations réalisé par le Groupe de Travail « Politisation de l'Inceste » disponible en ligne sur: <https://www.universitedesfemmes.be/se-documenter/categories/product/226-recommandations-pour-une-politisation-de-l-inceste-et-des-reponses-institutionnelles-adaptees-rapport-d-expertise-et-recommandations>

- 7 Françoise Heritier, Boris Cyrulnik et Aldo Naouri, *De l'inceste*, Paris, Ed. Odile Jacob – coll. « Poches », 2000, p.56-57.
- 8 Université des Femmes/SOS Inceste Belgique, « Recommandations. Pour une politisation de l'inceste et des réponses institutionnelles adaptées. Rapport d'expertise et recommandations », Bruxelles, 2020, [Disponible en ligne], p. 31.
- 9 L'occultation de l'inceste étant ici également abordée comme mode d'occultation des violences patriarcales. Voir à ce sujet: Patrizia Romito, *Un silence de mortes. La violence masculine occultée*, Paris, Ed. Syllepse – coll. « Nouvelles Questions Féministes », 2007, p. 1-336.
- 10 D'ailleurs abordée parmi les violence de genre étudiées par l'enquête Violences et Rapports de Genre (VIRAGE): contextes et conséquences des violences subies par les femmes et par les hommes. Disponible en ligne sur le site de l'INED: <https://virage.site.ined.fr/>
- 11 Il s'agit ici d'acter l'occultation de la pratique et le flou régnant autour de son interdit, notamment illustré par son absence au Code Pénal (cfr « Pour une politisation de l'inceste » cité plus haut).

SOURCES

- Carte blanche collective, *Pour une prise en compte du genre dans le déconfinement et l'après crise Covid-19*, dans RTBF.be, [En ligne], le 14 avril 2020 à 16h58. Disponible sur: <https://www.rtf.be/info/dossier/les-grenades/detail-pour-une-prise-en-compte-du-genre-dans-le-deconfinement-et-l-apres-crise-covid-19-une-carte-blanche-collective?id=10481214> [Consulté le 03 décembre 2020].
- Comité de gestion du master interuniversitaire de spécialisation en études de genre, *Ceci est (aussi) une crise de genre!*, dans LeSoir+, [En ligne], le 16 avril 2020 à 16h32. Disponible sur: <https://plus.lesoir.be/294982/article/2020-04-16/ceci-est-aussi-une-crise-de-genre> [Consulté le 03 décembre 2020].
- Face à l'inceste, *Le nouveau chiffre de l'inceste en France*, sur le site de Face à l'inceste, [En ligne], le 23 novembre 2020. Disponible sur: <https://facealinceste.fr/blog/actualites/le-nouveau-chiffre-de-l-inceste-en-france>
- Malik Hadrich, *Victime de violences conjugales? Les pharmacies de Charleroi vous offrent une issue de secours*, dans 7sur7.be, [En ligne], le 16 juin 2020 à 15h35. Disponible sur: <https://www.7sur7.be/belgique/victime-de-violences-conjugales-les-pharmacies-de-charleroi-vous-offrent-une-issue-de-secours-aa90ecd7/?referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com%2F>

<https://www.7sur7.be/belgique/victime-de-violences-conjugales-les-pharmacies-de-charleroi-vous-offrent-une-issue-de-secours-aa90ecd7/?referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com%2F> [Consulté le 03 décembre 2020].

Françoise HERITIER, Boris CYRULNIK et Aldo NAOURI, *De l'inceste*, Paris, Éd. Odile Jacob – coll. « Poches », 2000.

JT, *Violences conjugales: résolution approuvée pour un système d'alerte avec les pharmacies*, dans RTBF.be, [En ligne], le 11 juin 2020 à 22h21. Disponible sur: <https://www.rtf.be/info/belgique/detail-violences-conjugales-resolution-approuvee-pour-un-systeme-d-alerte-avec-les-pharmacies?id=10520575> [Consulté le 03 décembre 2020].

Le VIF, *Le confinement a accentué mais aussi mis en suspens des violences conjugales*, dans Le Vif.be, [En ligne], le 16 juillet 2020 à 15h37. Disponible sur: <https://www.levif.be/actualite/belgique/le-confinement-a-accentue-mais-aussi-mis-en-suspens-des-violences-conjugales/article-news-1311445.html?cookie-check=1607073954>

Le Soir, *Le confinement a modifié les violences intrafamiliales à Bruxelles*, dans LeSoir.be, [En ligne], le 16 juillet 2020 à 06h06. Disponible sur: <https://plus.lesoir.be/313542/article/2020-07-16/le-confinement-modifie-les-violences-intrafamiliales-bruxelles> [Consulté le 03 décembre 2020].

Patrizia Romito, *Un silence de mortes. La violence masculine occultée*, Paris, Éd. Syllepse – coll. « Nouvelles Questions Féministes », 2007, p. 1-336.

RTBF, *La violence conjugale, autre face sombre du coronavirus, reste élevée à Bruxelles*, dans RTBF.be, [En ligne], le 05 octobre 2020 à 08h03. Disponible sur: https://www.rtf.be/info/regions/bruxelles/detail_la-violence-conjugale-autre-face-sombre-du-coronavirus-reste-elevee-a-bruxelles?id=10600667 [Consulté le 03 décembre 2020].

Université des Femmes/SOS Inceste Belgique asbl, *Pour une politisation de l'inceste. Recommandations et rapport d'expertises*, sur le site de l'Université des Femmes, [En ligne], 2020. Disponible sur: <https://www.universitedesfemmes.be/se-documenter/categories/product/226-recommandations-pour-une-politisation-de-l-inceste-et-des-reponses-institutionnelles-adaptees-rapport-d-expertise-et-recommandations>

Au même titre, les mesures de distanciation sociale ont pour effet de «rétrécir le champ des possibles». L'atmosphère est pointée du doigt, elle est décrite par les victimes et survivant·e·s comme «étouffante», «lourde», «angoissante».

© i.Van

